
*Victor Monnier**

À LONDRES, EN 1942, WILLIAM E. RAPPARD REÇOIT LES CONFIDENCES D'EDVARD BENEŠ SUR LA TRAGÉDIE DE MUNICH

En commémoration des soixante-dixième et soixantième anniversaires des crises tchécoslovaques de septembre 1938 et de février 1948, ainsi que du cinquantième anniversaire de la mort de William E. Rappard (1883-1958), confions à celui-ci le soin de nous exposer l'entrevue qu'il a eue, en 1942, à Londres, avec le Président tchécoslovaque Edvard Beneš, au cours de laquelle il reçoit ses confidences sur la tragédie de Munich. Rappelons que William E. Rappard¹, professeur de finances publiques à l'Université de Genève et co-directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, ancien haut fonctionnaire de la Société des Nations et membre de la délégation suisse auprès de l'Assemblée de cette organisation internationale, réside du 27 mars au 2 juin 1942 dans la capitale des bords de la Tamise. En effet, alors que la Suisse est encerclée par les puissances de l'Axe, l'occasion de revoir le monde libre lui est offerte par le Conseil fédéral, qui le désigne membre de la délégation suisse chargée de négocier dans la capitale anglaise l'assouplissement des mesures de blocus adoptées par la Grande-Bretagne à l'encontre de la Confédération. Outre les relations de travail qu'il entretient avec les autorités du pays dans le cadre de cette négociation commerciale, W. E. Rappard est amené à rencontrer un grand nombre de personnalités britanniques et alliées, désireuses de s'entretenir avec ce visiteur arrivant du continent et qui, plus était, arrive de Suisse et de Genève². Parmi les entretiens intéressants de ce professeur avec les membres des Gouvernements européens réfugiés à Londres, évoquons la longue visite à Edvard Beneš (1884-1948), ancien ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque, de 1918 à 1935, et président de la République de 1935 à 1938, à cette époque président du Gouvernement tchécoslovaque en exil.

* Nous aimerions ici réitérer nos sentiments de vive gratitude à l'égard de Monsieur Lubor Jilek pour l'aide des plus précieuses qu'il a apportée à la rédaction de cette contribution.

¹ Pour un résumé de la vie de William E. Rappard voir ci-dessus Daniel Bourgeois "William E. Rappard, parlementaire indépendant à l'Alliance des Indépendants (1941-1943)", pp. 60-63.

² Victor Monnier, *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*. Genève, Bâle, Slatkine, Helbing & Lichtenhahn, 1995, pp. 544-551.

En guise d'introduction à cette entrevue, extrayons les lignes que W. E. Rappard a consacrées à Beneš en 1944, dans un compte rendu de son livre: *Demokratie heute und morgen*³.

"Il y a vingt-cinq ans que j'ai l'honneur et la joie de connaître Edouard Bénéš. Au cours de ce quart de siècle, j'ai eu à plusieurs reprises des conversations prolongées avec lui à Genève, à Prague et, il y a deux ans encore, à Londres. Eh bien, ce qui m'a toujours frappé chez cet homme d'une exceptionnelle vivacité intellectuelle, c'est la franchise avec laquelle il s'exprimait sur des sujets que des plus timorés eussent, à sa place, écartés comme trop brûlants. Malgré les responsabilités écrasantes qui pesaient sur lui, je l'ai toujours trouvé ami de la clarté et délibérément hostile à ces subtilités de langage et à ces dissimulations verbales derrière lesquelles se réfugient trop souvent la médiocrité et la vanité de politiciens de moindre envergure⁴."

Laissons maintenant W. E. Rappard nous rappeler sa rencontre avec Beneš, d'après les notes qu'il a prises⁵, en nous souvenant du jugement sévère émis par le professeur de Genève sur Munich et le démembrement de la Tchécoslovaquie, jugement proféré au moment où survenaient les événements. Cette prise de position a été rapportée par l'historien Daniel Bourgeois dans son excellent travail de synthèse sur W. E. Rappard⁶.

"Le samedi 2 mai [1942]

A 3h. 15, sur rendez-vous proposé par le secrétaire de Beneš, je me présente chez lui. Je suis reçu par le secrétaire⁷ car son patron est retenu par une réunion chez les Yougoslaves. Gentil garçon, jeune, intelligent qui s'était déjà intéressé aux affaires [de la] Société des Nations à Genève. Il m'assure

³ Edvard Beneš, *Demokratie heute und morgen*. [Nach der englischen und der tschechischen Originalausgabe uebertr.] Zurich, New York, Europa Verlag, 1944, 308 S. Il s'agit de la publication des conférences que Beneš avait données à l'Université de Chicago en 1939, éditées sous le titre, *Democracy today and tomorrow*. Londres, Macmillan, 1939, 243 p.; ce texte sera remanié et traduit dans différentes langues ultérieurement. Voir note 28.

⁴ William Rappard « Edouard Bénéš et les problèmes de la démocratie » in *Suisse contemporaine* (Lausanne), juillet 1944, no 7, p. 586.

⁵ Lettre de W. E. Rappard à sa femme du 2 mai 1942 in Fonds W. E. Rappard déposé aux Archives fédérales à Berne, volume 120.

⁶ Daniel Bourgeois, "William E. Rappard et la politique extérieure suisse à l'époque des fascismes, 1935-1945" in *Etudes et Sources*. Berne, Archives fédérales suisses, 1989, vol. 15, p. 19.

⁷ Edvard J. Taborsky (1910-1996). Juriste attaché au Ministère des Affaires Etrangères dès 1937; de 1939 à 1945, secrétaire personnel et conseiller juridique de Beneš. Edward Taborsky, *President Edvard Beneš. Between East and West 1938-1948*. Stanford University, Hoover Institution Press, 1981, p. X.

que la retraite d'Osuský⁸ est due à des facteurs uniquement personnels: ambition déçue (aurait voulu être ministre des affaires étrangères à la place de Masaryk⁹), vivacités polémiques, défaut d'esprit de collaboration. Beneš arrive après 3h. 30 et m'installe sur le canapé de son grand salon-cabinet de travail. Il prend place dans un fauteuil en face de moi avec la fenêtre derrière lui. Il me dit tout de suite qu'il désire me poser certaines questions. Mais, sur une question des raisons de l'animosité personnelle de Hitler¹⁰, il se lance dans un grand exposé historique, d'un intérêt passionnant sur l'évolution diplomatique qui a précédé la chute de son pays. Dès 1934, il était assuré de la venue de la guerre. Hitler l'avait invité par deux fois à venir négocier à Berlin¹¹. Ayant refusé – il était à peu près le seul des hommes d'Etat européens à avoir décliné de telles invitations – il recevait quelque temps après la visite de deux émissaires de Berlin¹². Leur proposition: la conclusion d'un

⁸ Štefan Osuský (1889-1973), membre de la délégation tchécoslovaque auprès de l'Assemblée de la Société des Nations (1920-1938), ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Paris (1921-1940), Ministre d'Etat dans le Gouvernement tchécoslovaque en exil et membre du Conseil d'Etat, sorte de parlement national provisoire (1940-1942). Il est destitué de son poste ministériel en mars 1942 en raison des différents personnels qui l'opposent à Beneš, s'agissant des options prises par ce dernier tant dans le domaine de la politique intérieure (Slovaquie) que dans celui de la politique étrangère (Union soviétique) et donne sa démission du Conseil d'Etat en avril 1942. Blanka Pasternak, "Biographical Note" in *Stefan Osusky. A register of his papers in the Hoover Institution Archives*. Stanford University, Hoover Institution, 1999. Voir également la biographie de Slavomír Michálek, *Diplomat Štefan Osuský, 1889-1873*. Bratislava, Veda Vydavateľstvo Slovenskej Akadémie Vied, 1999, 520 p., favorable à Osuský, en particulier les chap. 3 et 4 ainsi que l'édition en cours de documents tchécoslovaques de politique étrangère: *Dokumenty ceskoslovenské zahraniční politiky*, période de 1939 à 1941, Prague, Karolinum, 2002-2006. (3 vols. parus).

⁹ Jan Masaryk (1886-1948), fils du président tchécoslovaque Thomáš Masaryk, ministre de Tchécoslovaquie en Grande-Bretagne (1925-1938), ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire tchécoslovaque à Londres (1940-1945).

¹⁰ Adolf Hitler (1889-1945) chancelier du *Reich* allemand en 1933 et chef de l'Etat en 1934.

¹¹ Voir à ce sujet Edvard Beneš, *The Fall and Rise of a Nation: Czechoslovakia 1938-1941*. Introduced and edited by Milan Hauner. New York, Columbia University Press, 2004, pp. 146-147 ainsi que Edvard Beneš, *Memoirs, From Munich to New War and New Victory*. Translated by Godfrey Lias. Londres, Allen & Unwin, 1954, pp 14-20.

¹² Il s'agit donc d'Albrecht Haushofer (1903-1945) et de Maximilian Karl, comte zu Trauttmansdorff (1900-1965).

Sur cette négociation, voir:

- *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945* [aus dem Archiv des Deutschen Auswärtigen Amtes]. Serie C, 1933-1937. Vol. VI,-1. 1. November 1936 bis 15. März 1937. Gottingue, Vandenhoeck & Ruprecht, 1981, p. 516, n° 238, n. 2.
- Igor Lukes, *Czechoslovakia between Stalin and Hitler. The Diplomacy of Edvard Beneš in the 1930s*. New York, Oxford, Oxford University Press, 1996, pp. 96-98.
- *Dokumenty ceskoslovenské zahraniční politiky, op. cit.*, période de 1936, 2003, 2 vols et not. les n° 435 et 486.

pacte de non-agression germano-tchécoslovaque sur le modèle [de celui conclu entre l'Allemagne et la Pologne du 26 janvier 1934]. Hitler ne demandait ni la dénonciation des ententes de la Tchécoslovaquie avec la France, ni la sortie de la Société des Nations, mais seulement la promesse de sa neutralité en cas de conflit franco-allemand. Beneš a tout de suite compris qu'il s'agissait pour Berlin d'inspirer de la méfiance à Paris et de contribuer ainsi à isoler la Tchécoslovaquie. Il semble donc qu'à ce moment Hitler ait songé à attaquer la France avant la Tchécoslovaquie¹³. Pour Beneš, Hitler a réussi avec la France, la Pologne et la Grande-Bretagne, ce qu'il aurait voulu accomplir avec la Tchécoslovaquie. Dès 1936, Beneš savait que le prince Paul¹⁴ à Belgrade et Stojadinović¹⁵ avaient été à Berlin et avaient trahi les intérêts de la Petite Entente¹⁶. Carol¹⁷, en Roumanie, dit Beneš, était plus honnête, mais pas beaucoup plus ferme. Il a assuré Beneš qu'il signerait un Pacte de défense mutuelle contre l'Allemagne si la Yougoslavie était prête à le faire, mais sachant qu'elle s'était déjà engagée à ne pas le faire. Beneš se sentait donc seul,

¹³ Dans l'œuvre qu'il a consacrée à la guerre de 1939-1945, Winston Churchill (1874-1965) écrit à ce sujet: *Lorsque le président Bénès me rendit visite à Marrakech, en janvier 1944, il me conta l'histoire suivante: En 1935, Hitler lui avait fait offrir de respecter, en toutes occasions, l'intégrité de la Tchécoslovaquie, si celle-ci s'engageait, en échange, à rester neutre en cas de guerre franco-allemande.* Winston Churchill, *La deuxième guerre mondiale. L'orage approche. D'une guerre à l'autre 1919-1939*. Vol. 1^{er}. [Lausanne], Ed. Rencontre, [Levallois-Perret], Cercle du Bibliophile, 1965, pp. 294-295.

¹⁴ Paul Karageorgević (1893-1976), prince de Yougoslavie, régent du Royaume de 1934 à 1941 pendant la minorité du roi Pierre II (1923-1970). Se rapproche de l'Allemagne hitlérienne au préjudice de ses alliés traditionnels et de la Petite Entente. Adhère, le 25 mars 1941, au Pacte tripartite (Allemagne, Japon, Italie), ce qui déclenche un coup d'État qui l'écarte du pouvoir au profit du roi Pierre, provoquant ainsi l'invasion allemande de la Yougoslavie.

¹⁵ Milan Stojadinović (1888-1961). Alors qu'il est Premier ministre du Gouvernement yougoslave de 1935 à 1939, mène une politique de rapprochement avec l'Allemagne nazie au préjudice de la France et de la Petite Entente. En raison de l'opposition des Croates, le régent Paul, qui recherche l'unité du pays, accepte sa démission en février 1939. Arrêté en 1940, il quitte la Yougoslavie en 1941.

¹⁶ Petite Entente, réseau d'alliances bilatérales conclues en 1920-1921 entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, dirigée contre la Hongrie et contre une éventuelle restauration des Habsbourg. A partir de 1921, elle reçoit l'appui de la France qui l'intègre dans le dispositif de sécurité qu'elle établit aux fins de se prémunir de l'Allemagne et de l'U. R. S. S. En déclin déjà avant les accords de Munich, elle disparaît avec l'invasion de la Bohême-Moravie en mars 1939.

¹⁷ Carol II de Hohenzollern-Sigmaringen (1893-1953), roi de Roumanie de 1930 à 1940 qui dirige son pays de façon autoritaire et qui tout en maintenant les alliances traditionnelles de la Roumanie entend ménager l'Allemagne et l'U. R. S. S. A la suite de l'échec de sa politique étrangère et des pertes territoriales qui s'ensuivent, il est contraint d'abdiquer, le 6 septembre 1940.

la Russie seule lui étant demeurée fidèle¹⁸. A[vant] Munich¹⁹, la France et la Grande-Bretagne lui ont adressé un véritable ultimatum²⁰ – il a employé le mot – le sommant de céder à l'Allemagne, en échange de vagues garanties du reste du territoire. Le Président Roosevelt²¹ s'est joint à cette action et a provoqué les télégrammes des 21 chefs d'Etats américains dans le même sens²². Après la chute, Beneš a été à Paris [octobre 1939], mais Daladier²³ a refusé de le recevoir, se souvenant de sa félonie²⁴. Mandel²⁵ lui a dit [:] la France a

¹⁸ Dans son ouvrage consacré à *Munich*, traduit du tchèque par Svatopluk Pacejka. Paris Stock, 1969, pp. 223-224, Beneš relate les circonstances du soutien soviétique. Sur l'attitude de l'U. R. S. S. à l'égard de la Tchécoslovaquie durant la crise de Munich, le débat est loin d'être clos: voir notamment *The Munich crisis, 1938 : prelude to World War II*. Ed. by Igor Lukes and Erik Goldstein. Londres, F. Cass, 2005, 402 p.; *Mythos München = Le mythe de Munich = The myth of Munich*, hrsg. von Fritz Taubert. Munich, Oldenbourg, 2002, 386 p.; Hugh Ragsdale, *The Soviets, the Munich Crisis and the coming of World War II*. Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 212 p.; *Mnichovská dohoda : cesta k destrukci demokracie v Evrope = Munich agreement : the way to destruction of democracy in Europe*, Jan Nemecek, éd., Prague, Karolinum, 2004, 387 p.

¹⁹ Conférence tenue à Munich le 29 septembre 1938 qui réunit les représentants de la France (Daladier), de la Grande-Bretagne (Chamberlain), de l'Italie (Mussolini) et de l'Allemagne (Hitler) qui laisse ce dernier annexer le territoire des Sudètes appartenant à la Tchécoslovaquie, donnant ainsi le signal du dépiècement de ce pays entre l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie et de sa disparition totale le 15 mars 1939.

²⁰ Voir à ce sujet: Ed. Benès, *Munich, op. cit.*, pp. 171-179.

²¹ Franklin Roosevelt (1882-1945), président des Etats-Unis depuis 1933.

²² *C'est à ce moment que nous avons perdu le dernier espoir que la crise de septembre pût encore être résolue en notre faveur. Depuis le lundi soir 26 septembre et pendant toute la journée suivante ([I]es télégrammes sont parvenus entre le 26 et le 29 septembre), des télégrammes me parvinrent successivement de toutes les Républiques américaines, où l'on nous invitait à nous entendre avec l'Allemagne, à prévenir coûte que coûte la guerre entre nos deux pays, et à éviter un conflit armé européen. Le premier télégramme, celui de Roosevelt, joua sous ce rapport un rôle décisif. Après l'avoir lu, je suis arrivé à la conclusion que - malgré la bonne volonté de Roosevelt - il était désormais absolument impossible d'espérer une solution équitable de notre différend avec l'Allemagne: en effet, le président américain traitait la Tchécoslovaquie sur le même pied que l'Allemagne dans son télégramme. Il invitait les deux parties à s'entendre à l'amiable, mais sans tenir compte du comment et du pourquoi de ce conflit, sans paraître comprendre que s'il y avait menace de guerre, la violence s'exerçait contre nous, et sans proposer un nouvel examen de la substance de l'affaire.* Ed. Benès, *Munich, op. cit.*, pp. 234-235.

²³ Edouard Daladier (1884-1970). Président du Conseil d'avril 1938 à mars 1940, il signe au nom de la France les accords de Munich. De mars à juin 1940, il est dans le cabinet de P. Reynaud, ministre de la Guerre, puis des Affaires Etrangères. Arrêté et emprisonné par le Gouvernement de Vichy.

²⁴ Voir à ce sujet: Beneš, *Memoirs, op. cit.*, pp. 90-92.

²⁵ Georges Mandel (1885-1944), collaborateur de Clemenceau, alors qu'il est ministre des Colonies sous le cabinet Daladier, est hostile à la politique de Munich suivie par le

manqué à sa signature, nous avons tous été des salauds!²⁶ Blum²⁷, au lendemain de Munich: rempli de honte et de soulagement! Beneš a été à Chicago²⁸ après moi. Connaissait ma *Crisis of Democracy*²⁹. A tout exposé à Roosevelt à ce sujet³⁰. A rédigé un livre sur toute cette histoire qu'Eden³¹ le supplie de ne pas publier. Ce serait, en effet, une catastrophe maintenant, dit Beneš. Mais ce sera une révélation lorsqu'il paraîtra³².

On nous sert du thé et des gâteaux. Vers la fin de la longue entrevue, après 5 heures, Beneš me pose encore quelques questions, celles qu'il m'avait annoncées: Qu'en est-il de l'esprit public à l'égard de l'Allemagne en Suisse? Que pense Ferrero³³, qui a toujours vu les choses comme lui? Que savons-

Gouvernement français. S'oppose à l'armistice de 1940, il est arrêté par le Gouvernement Vichy et en novembre 1942 livré aux Allemands.

²⁶ *Our friends of those days - for example Mandel and others - also assured me that another reason why Daladier had refused to speak to me was because, after what he had done to Czechoslovakia, he did not dare to look me in the face. No wonder...* Beneš, *Memoirs, op. cit.*, p. 91.

²⁷ Léon Blum (1872-1950), alors qu'il est président du Conseil de 1936 à 1937, mène une politique de non-intervention de la France à l'encontre de l'Espagne républicaine assaillie par une rébellion qui a, elle, le soutien de l'Allemagne et de l'Italie. Il est à nouveau Président du Conseil de mars à avril 1938. En 1940, refuse les pleins pouvoirs à Pétain, il est arrêté et emprisonné par Vichy.

²⁸ Beneš en exil à Londres depuis octobre 1938, quitte la Grande-Bretagne au début de l'année 1939, pour un voyage de six mois aux Etats-Unis. Il a été, en effet, invité par l'Université de Chicago pour donner une série de conférences sur la démocratie; elles seront publiées in Beneš, *Democracy today and tomorrow, op. cit.*

²⁹ En août 1938, W. E. Rappard dispense à l'Université de Chicago un cours consacré à la crise de la démocratie publié sous le titre *The Crisis of Democracy*. Chicago, University of Chicago Press, 1938, XIII-288 p.

³⁰ Sur l'entrevue du 28 mai 1939 entre Roosevelt et Beneš, voir Beneš, *Memoirs, op. cit.*, pp. 76-80.

³¹ Anthony Eden, comte d'Avon (1897-1977). Cet ancien ministre britannique des Affaires étrangères est avec Churchill en 1938 l'un des principaux adversaires de la politique de Munich. Dès 1940, à nouveau ministre en charge des Affaires étrangères sous le cabinet de guerre de Churchill.

³² Dans ses mémoires, Beneš écrit qu'il compte rédiger un ouvrage sur Munich destiné à la nation tchécoslovaque. L'œuvre est quasi achevée durant son exil en Grande-Bretagne, cependant en raison de la situation internationale, il renoncera en 1945 à la publier. Cette œuvre posthume, *Mnichosvké Dny* paraîtra à Londres en 1955, puis en 1958 et à Prague en 1968. Milan Hauner, "Introduction" in Beneš, *The Fall and Rise of a Nation, op. cit.*, pp. XII-XIII, n. 13. Jaroslav Soukup, "Postface" in Beneš *Munich, op. cit.*, pp. 377-378. Beneš, *Memoirs, op. cit.*, p. 43.

³³ Guglielmo Ferrero (1871-1942), historien et publiciste italien antifasciste. Réfugié à Genève en 1930, il y est nommé professeur et enseignera l'histoire tant à l'Université qu'à l'Institut universitaire de hautes études internationales jusqu'à sa mort, qui survint subitement le 3 août 1942.

G. Ferrero écrivait à sa fille et à son gendre Nina et Bogdan Raditsa, en avril 1941, après l'invasion de la Yougoslavie: "... *Courage, confiance et espoir. Le moment est*

nous de l'Allemagne? Son entente avec la Pologne³⁴ n'est destinée qu'à faire face au chaos qui surgira à la fin de la guerre. Il est partisan d'un armistice suivi d'une longue période de révolution intérieure en Allemagne et en Italie. Pétain³⁵ – il partage mes doutes à ce sujet³⁶. Sur la France d'avant-guerre, il n'avait plus d'illusion depuis la fin du ministère Doumergue³⁷. Mais il gardait foi en l'armée. C'est le seul point, dit-il, sur lequel je me suis trompé. Dala-

terrible, mais il fallait s'y attendre. Les réactions sentimentales provoquées par la révolte de la Yougoslavie démontrent que l'Europe n'est pas mûre pour l'esclavage. Votre révolte [Bogdan Raditsa est yougoslave] a eu l'avantage de poser à nouveau tout le problème balkanique, en lui ajoutant les problèmes de l'Allemagne. L'ensemble est tellement vaste qu'on ne peut les résoudre. Il faudrait, pour ce faire, non seulement l'Europe, mais aussi l'Amérique. Et alors, toutes les choses s'arrangeront..." Le 7 juillet 1941, après l'invasion de l'U. R. S. S., il s'exprime par ces mots: "... Je vois la situation avec optimisme. Ou je ne comprends plus rien ou l'attaque de la Russie devrait signifier que les Allemands ont renoncé, si jamais ils y avaient pensé, à envahir l'Angleterre. S'il en est ainsi, la guerre pourrait durer moins que prévu. Les Russes se défendent bien jusqu'à présent: dès que l'on pourra évaluer leur force, on pourra juger la situation de manière définitive ou presque." Bogdan Raditsa, "Ferrero et les Slaves du Sud" in Institut d'histoire de la Faculté des lettres de Genève, *Guglielmo Ferrero. Histoire et Politique au XX e siècle*. Genève, Droz, 1966, vol. 2, p. 96.

³⁴ Il s'agit d'un projet de Confédération élaboré par Beneš et le Général Sikorski entre la Tchécoslovaquie et la Pologne qui se heurta au veto soviétique et fut abandonné dès 1943-1944. Detlef Brandes, "Die Exilpolitik von Edvard Beneš 1939-1945" in *Edvard Beneš und die tschechoslowakische Aussenpolitik 1918-1948*. Arnold Suppan, Elisabeth Vyslonzil (Hrsg.). Berne, Francfort-s. Main, ... Peter Lang, 2002, pp. 162-163. A ce sujet voir Beneš, *Memoirs, op. cit.*, pp. 239-245; *Taborsky, President Edvard Beneš, op. cit.*, pp. 72-114; *Czechoslovak-Polish Negotiations of the Establishment of Confederation and Alliance, 1939-1944. Czechoslovak Diplomatic Documents*. Ed. Ivan Štoviček and Jaroslav Valenta. Prague, Publishing House Karolinum, Institute of History, Academy of Sciences of the Czech Republic, 1995, 451 p.

³⁵ Philippe Pétain (1856-1951). Le vainqueur de Verdun (1916) et Maréchal de France (1918) alors qu'il est vice-président du Conseil dans le cabinet Paul Reynaud, à partir du 18 mai 1940, est hostile à la poursuite des combats dans les colonies. Ayant succédé à Paul Reynaud à la présidence du Conseil le 16 juin 1940, demande l'armistice à l'Allemagne et le signe le 22 juin 1940. Il obtient de l'Assemblée nationale réunie à Vichy les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, ce qui fait de lui le Chef de l'Etat français durant l'occupation allemande.

³⁶ Les 15 et 18 avril 1942, à Londres, le Général de Gaulle explique à W. E. Rappard que si Hitler maintient Pétain à Vichy, c'est qu'il lui est utile par l'exécution servile de sa volonté, tout en dispensant l'Allemagne des frais d'occupation de la France. Lettre de W. E. Rappard à sa femme du 15 avril 1942 in Fonds W. E. Rappard déposé aux Archives fédérales à Berne, volume 120. Monnier, *William E. Rappard, op. cit.*, pp. 550-551.

³⁷ Gaston Doumergue (1863-1937), après avoir exercé les fonctions de Président de la République française de 1924 à 1931, revient à la vie politique en reprenant la présidence du Conseil de février à novembre 1934 et refusant notamment d'entériner le réarmement de l'Allemagne.

dier, lors de son premier³⁸ ministère avait offert les Affaires Etrangères à Paul-Boncour³⁹, à condition qu'il fût prêt à sacrifier les garanties de l'Est. Sur le refus de Paul-Boncour, il a pris Bonnet⁴⁰, qui ne partageait évidemment pas ses scrupules⁴¹.

Les mobiles de Beneš en me confiant toute sa politique d'avant-guerre: me persuader de sa sincérité parfaite et me faire toucher du doigt l'immensité de son malheur. Une vraie tragédie du destin antique, dit-il. Tout est à recommencer, conclut-il. Je le quitte, convaincu plus que jamais de son honnêteté et aussi de sa clairvoyance. Mais la politique de la sécurité collective était-elle possible dans l'Europe d'entre les deux guerres? On était dominé par l'horreur de la guerre et par l'égoïsme national."

La suite n'est que trop connue. Revenu en Tchécoslovaquie en 1945 et à nouveau à la tête de l'Etat, Beneš, malade et redoutant une guerre civile, le 25 février 1948, cède à la pression de la rue déclenchée par les Communistes et accepte la composition d'un nouveau Gouvernement dans lequel ils ont la majorité. C'est le coup de Prague qui allait emporter pour plusieurs décennies dans sa tourmente totalitaire et répressive la démocratie et les libertés, ainsi

³⁸ W. E. Rappard utilise cette expression de "premier" car successivement, de 1938 à 1940, Daladier a été trois fois Président du conseil, d'avril 1938 à mai 1939, puis de mai à septembre 1939 et enfin de septembre 1939 à mars 1940. Cependant il s'agit en réalité du troisième Gouvernement Daladier puisque ce dernier l'avait été déjà deux fois précédemment, d'abord de janvier à octobre 1933, puis de janvier à février 1934.

³⁹ Joseph Paul-Boncour (1873-1972). Cet ancien président du Conseil est ministre des Affaires étrangères de 1932 à 1934 et à nouveau de mars à avril 1938, prône une attitude de fermeté à l'égard de l'Allemagne nazie et un rapprochement avec l'U. R. S. S. Vote contre les pleins pouvoirs confiés à Pétain et recommande la poursuite de la guerre à partir du territoire algérien.

⁴⁰ Georges Bonnet (1889-1973), ministre des Affaires étrangères dans le Gouvernement Daladier en 1938 et 1939, met tout en œuvre pour éviter la guerre avec l'Allemagne. Favorable à l'armistice, il est membre du Conseil national de Vichy de 1941 à 1942.

⁴¹ *Le gouvernement de Léon Blum fut remplacé le 10 avril 1938 par le cabinet d'Edouard Daladier. Blum et Herriot demandèrent à Daladier de laisser Paul-Boncour au poste de ministre des Affaires étrangères. Par contre, la droite promettait, par la bouche de Louis Marin et de Pierre E. Flandin, son appui à Daladier à la condition expresse que Paul-Boncour quitte le Quai d'Orsay, et Paul Reynaud, le ministère des Finances. La droite reprochait à Paul-Boncour trois choses:*

d'avoir été pour l'intervention en Espagne;

d'avoir agi, dans les affaires concernant la Tchécoslovaquie et l'Europe centrale, avec trop d'initiative personnelle sans tenir compte de la Grande-Bretagne, menaçant ainsi l'accord franco-britannique;

n'ayant pas entamé les pourparlers avec l'Italie, de ne s'être pas rallié à la politique d'«apaisement» britannique.

Peu après, Georges Bonnet fut nommé ministre des Affaires étrangères. Ainsi, Daladier montrait bien à quelle politique extérieure il donnait la préférence. Beneš Munich, op. cit., pp. 51-52.

que parmi tant d'autres, Jan Masaryk, qui avait conservé son poste de ministre des Affaires étrangères et que l'on trouve, gisant mort, le 10 mars 1948, après une chute du haut des appartements de son ministère. Edvard Beneš, lui, succombe le 3 septembre 1948, épuisé par la maladie et par le chagrin⁴².

⁴² Zbyněk Zeman, *The Life of Edvard Beneš 1884-1948. Czechoslovakia in Peace and War*. With Antonín Klimek. Oxford, Clarendon Press, 1997, pp. 264-282.
Jean-François Soulet, *Histoire comparée des Etats communistes de 1945 à nos jours*. Paris, A. Colin, 1996, p. 66.
Georges Castellan, *Histoire des peuples de l'Europe centrale*. [Paris], Fayard, 1994, pp. 450-451.